

PNUD

Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale

Direction Générale du Développement Régional
Direction Générale des Ressources Humaines

Termes de référence pour le recrutement de deux (02) consultants nationaux pour l'élaboration d'une Etude stratégique sur l'Economie Sociale et Solidaire en Tunisie

I. Information sur le poste	
Titre du poste:	2 Consultant nationaux :
-	Expert en économie du développement, spécialiste en ESS
-	Sociologue avec expérience avec les OSCs
	Pour l'élaboration d'une étude stratégique sur l'Economie Sociale et Solidaire en Tunisie.
Org. Unité :	PNUD Tunisie
Durée :	2 mois et demi soit 50 jours de travail effectif
Type contrat :	Consultant Individuel (IC)
Duty Station :	Tunis, Tunisie
Superviseur :	Secrétariat d'Etat du MDICI et PNUD

I. Contexte et justification
<p>L'Economie Sociale et Solidaire (ESS) qui se manifeste sous diverses formes prend de plus en plus d'importance, surtout dans les pays en voie de développement en raison de la non inclusivité de certains modèles de croissance, de la fragilité des tissus sociaux et des conséquences sociales de la vulnérabilité socio-économique de plusieurs catégories des populations. Aujourd'hui, l'ESS offre une réelle opportunité d'élargissement de certaines sphères productives des pauvres et d'organisation des liens de solidarité entre les populations et les régions. Cette forme d'organisation économique et sociale contribue, dans plusieurs pays développés, à créer 10% de l'emploi total. D'où l'importance de ce secteur en tant que gisement de création de richesses et d'emplois dans plusieurs secteurs d'activités et de consolidation des liens de solidarité entre les populations et les régions.</p> <p>En Tunisie, ce secteur n'était pas suffisamment considéré comme un des piliers des bases productives et sociales du modèle de développement. Les priorités de développement ont mis l'accent, surtout au cours de trois dernières décennies, sur l'accélération du développement du secteur privé et l'insertion de la Tunisie dans l'économie mondiale, sans donner trop d'importance aux instruments les plus efficaces de l'équité et du développement des micro activités dans le cadre d'émergence du secteur de l'ESS. Le modèle de développement, fondé sur les bas de coûts des facteurs de production surtout la main d'œuvre, n'a pas été suffisamment inclusif engendrant ainsi l'aggravation du chômage, l'accentuation de la vulnérabilité de plusieurs couches de la population, des inégalités régionales plus accentuées et le développement des activités informelles.</p> <p>Pourtant, l'ESS, en Tunisie, a une longue histoire qui remonte aux années 1900, avec la création de la mutuelle de l'Agence nationale du Tabac en 1904. Aujourd'hui, l'ESS est composée d'associations, de mutuelles, de fondations, de coopératives, de groupements professionnels et de structures agricoles. Depuis la révolution de 2011, la Tunisie a vu le nombre des associations proliférer. Aujourd'hui, près de 16 000 associations, 180 coopératives et 41 mutuelles sont recensées et une kyrielle de textes juridiques très anciens réglementent ce secteur. L'ESS connaît actuellement trois contraintes majeures :</p> <ul style="list-style-type: none">- La très faible reconnaissance juridique et économique engendrant une multiplicité d'institutions de tutelle et une absence de dispositifs financiers d'accompagnement,- L'absence de toute stratégie et politique d'accompagnement des structures de l'ESS réduisant ce secteur aux œuvres sociales alors que son rôle économique pourrait être plus important dans le cadre de la croissance économique inclusive ;- Le manque de professionnalisme et de structuration des organisations de l'ESS selon les filières et secteurs, limitant sa contribution à la création de richesses, d'emplois et au développement de l'esprit des solidarités de toute nature (entre catégories, inter générations, inter régions, etc.).

Ces dernières années, l'Etat a pris conscience du retard accusé en considérant ce secteur comme un acteur majeur du développement du pays se traduisant dès 2013 par sa prise en compte dans le budget économique et en 2015 son intégration dans la Note d'Orientation du plan de développement 2016-2020 en vue de redynamiser ses organisations et augmenter sa contribution économique et sociale dans le processus de développement. Cette prise de conscience de l'Etat tunisien et l'intérêt de plusieurs organismes internationaux à créer des meilleures conditions d'émergence de ce secteur montrent le rôle stratégique que ce secteur doit avoir dans le nouveau modèle de développement que la Tunisie compte mettre en œuvre au cours des cinq prochaines années.

Dans le cadre de préparation du prochain plan de développement 2016-2020, le gouvernement entend affirmer la place et le rôle de l'ESS dans le processus de relance économique et de renouveau de la politique nationale de solidarité. Aussi, a-t-il été jugé important de conduire une étude stratégique sur l'ESS pour mieux définir les axes et leviers les plus indiqués pour permettre aux différents acteurs de l'ESS selon la spécificité de chaque secteur de jouer efficacement leur rôle dans le nouveau modèle de développement de la Tunisie.

II. Objectifs

L'objectif de la consultation est de doter la Tunisie d'un cadre stratégique d'affirmation et de développement de l'ESS à travers un état des lieux bien documenté, une ambition (vision) pour le secteur, des axes stratégiques et un plan de mise en œuvre pour les cinq prochaines années. Les objectifs spécifiques sont :

- Caractériser les dynamiques et limites du développement de l'ESS à travers des analyses croisées des dynamiques sectorielles et des dynamiques des acteurs en prenant en considération la trajectoire historique de certains secteurs de l'ESS;
- Proposer un cadre stratégique de promotion de l'ESS comprenant les objectifs stratégiques, les leviers d'accompagnement et les conditions de mise œuvre ;
- Proposer des mesures de structuration et d'ancrage des principaux secteurs ayant des effets multiplicateurs sur la production, l'emploi et le tissu de solidarité sociale ;
- Dégager un plan de mise des axes stratégiques retenus favorisant l'affirmation de l'ESS dans ses capacités de création d'emplois et de développement des économies solidaires.

IV. Mandat et tâches des deux consultants

Tenant compte de l'historique, du rôle socio-économique joué et de la dynamique actuelle de l'ESS en Tunisie, les deux consultants nationaux traiteront les points suivants :

A. Socio-économiste (Chef de mission)

1. Dresser l'état des lieux de l'ESS selon une démarche stratégique permettant de saisir d'une part la structuration actuelle du secteur (nombre d'acteurs, répartition sectorielle, répartition géographique, etc.) et d'autre part le mode de fonctionnement des différentes filières productives du secteur ;
2. Caractériser le cadre institutionnel et financier de l'ESS selon le secteur d'activités permettant de mieux cerner les contraintes et insuffisances ;
3. Dégager une matrice des approches, des outils de financement existants accompagnant l'ESS et des mécanismes de coordination entre les acteurs selon les filières ;
4. Mettre en exergue la perception des acteurs du secteur sur les forces et faiblesses des dynamiques actuelles et les perspectives de développement de l'ESS ;
5. Proposer une analyse comparative succincte des certaines expériences internationales sur le développement de l'ESS (poids, approches, leviers d'action, etc.) ;
6. Identifier les contraintes et atouts pour permettre au ESS de se développer ;
7. Dégager les problématiques de développement apparentes et sous-jacentes des formes de développement de l'ESS selon les grands secteurs d'activités ;

B. Sociologue

1. Cerner la trajectoire historique de la dynamique des principaux secteurs et acteurs de l'ESS sur la base d'une grille de

lecture croisée des pratiques sociales et des formes d'organisation des populations pour développer des liens de solidarité et des formes d'organisation économique solidaire ;

2. Identifier les atouts et les contraintes (culturelle, sociologique, institutionnelle, juridique, etc.) en vue de bien cerner les problématiques de développement de l'ESS et dégager les défis critiques ;
3. Mettre en exergue la perception des acteurs du secteur sur les forces et faiblesses des dynamiques actuelles et les perspectives de développement de l'ESS ;
4. Analyser le cadre juridique et institutionnel de développement de l'ESS en vue de proposer les lignes d'action et les préalables à réunir pour créer les meilleures conditions de contribution de l'ESS à l'efficacité du système de solidarité nationale et au développement de l'économie solidaire dans la diversité de ses formes d'organisation ;
5. Proposer les actions et les mesures d'accompagnement permettant de créer les meilleures conditions institutionnelles, juridiques et le développement des acteurs des acteurs

Les deux consultants proposeront

I. Un Cadre Stratégique de Développement de l'ESS articulé autour des principaux points suivants :

- a. Etat des lieux du développement de l'ESS
- b. Principales problématiques de développement du secteur
- c. Enjeux et défis à relever
- d. Objectifs stratégiques et spécifiques selon les principaux domaines
- e. Les axes stratégiques de développement du secteur y compris les secteurs porteurs
- f. Les leviers d'actions (institutionnels, juridiques, sociologiques, financiers, économiques, sociaux, géographiques, environnementaux, etc.)
- g. Le cadre juridique, institutionnel, financier et de coordination à mettre en place
- h. Les mesures d'accompagnement et le système de suivi/évaluation
- i. Le cadre logique des principaux résultats visés avec les principaux risques et les mesures d'atténuation

II. Un plan de mise en œuvre et de suivi des actions de la stratégie de l'ESS faisant ressortir les éléments suivants :

- Les actions clés selon les résultats visés
- Les outils de financement possibles
- Les actions de renforcement des capacités
- Les responsabilités des acteurs impliqués
- Les indicateurs de performance

IV. Méthodologie

Sous la supervision du Comité de Pilotage du MDICI comprenant les représentants de deux directions générales du MDICI (Direction Générale du Développement Régional et Direction Générale des Ressources Humaines) et le représentant du PNUD, les deux consultants respecteront les étapes suivantes :

- Mise en commun et clarification de l'approche méthodologique permettant au comité de pilotage de préciser ses attentes de l'étude ;
- Tenue des séances de travail avec les parties prenantes de l'ESS ;
- Tenue d'une réunion à mi-parcours avec les membres du Comité de Pilotage de partage pour apprécier l'état d'avancement des travaux ;
- Animation des réunions techniques de diagnostic et d'identification des axes stratégiques du plan de mise en œuvre ;
- Facilitation de l'atelier de validation du rapport provisoire qui sera centré sur les résultats de l'étude et le partage d'expériences d'autres pays ;
- Elaboration du rapport final de l'étude en intégrant les commentaires issus de l'atelier de validation.

V. Résultats attendus

Les deux consultants remettront :

- Une note méthodologique présentant l'approche préconisée pour la réalisation de l'état des lieux et l'élaboration d'une

- stratégie de développement de l'ESS, accompagnée par un plan de mise en œuvre ;
- Un rapport provisoire analytique pour le Cadre stratégique (entre 40 et 50 pages sans les annexes) **amendé lors d'un atelier de validation** et un plan de mise en œuvre détaillé (20 à 30 pages), traitant les principaux points des termes de référence ;
- Un rapport final, après la prise en compte des commentaires des ministères techniques et de certaines organisations de la société civile ainsi que des résultats de l'atelier de validation du rapport provisoire.

VI. Durée et déroulement de la mission

Les deux consultants auront 2,5 mois de travail soit 50 jours de travail effectif.

La mission sera conduite par deux consultants nationaux ; un spécialiste de l'ESS ayant une formation économique, financière et juridique et un sociologue ayant travaillé avec les organisations de la société civile en Tunisie. Ils doivent justifier d'une compétence avérée en matière d'analyse, d'évaluation, de conception, et d'élaboration des stratégies de développement inclusif à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale.

Les consultants travailleront sous la supervision du de la Direction Général du Développement Régional (MDICI), de la Direction Générale de Ressources Humaines (MDICI) et du PNUD.

VII. Compétences

Compétences liées au PNUD

- Démonstre son intégrité par le respect des valeurs et de l'éthique des Nations Unies;
- Promeut la vision, la mission et les buts stratégiques du PNUD et des Nations Unies;
- Respecte les différences culturelles, de genre, de religion, de race, d'âge et de nationalité.

Compétences liées au contrat :

- Aptitude au dialogue et à la négociation.
- Capacité à travailler dans un environnement multiculturel complexe.
- Capacité à travailler sous pression et de manière indépendante
- Capacité démontrée d'esprit critique, de créativité, de diplomatie, de flexibilité
- Excellente capacité en communication et en rédaction
- Bonnes capacités d'analyse et de synthèse

VIII. Qualifications requises

- **Expert en économie du développement, spécialiste en ESS**

Education:	Master et plus en économie, économie du développement ou domaine équivalent.
Expérience:	<p>Au moins 5 années d'expérience dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience récente dans la recherche, l'analyse, l'évaluation et l'élaboration de politique et stratégie d'Economie Sociale et Solidaire - Expertise technique et pratique dans l'élaboration de stratégie et plan d'action en matière d'Economie Sociale et Solidaire en Tunisie ou dans d'autres pays ; - Expérience de travail avec le milieu associatif dans les régions ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Expérience pratique en matière de coordination et de finalisation d'études portant sur les questions de développement local et associatif - Expérience de réalisation d'études similaires - La participation à des séminaires nationaux et internationaux sur les thèmes d'Economie Sociale et Solidaire, le développement local, les coopératives, les mutuelles de solidarité, etc. est un atout
Connaissance linguistique :	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise parfaite de l'arabe et le français - Bonne connaissance de l'anglais
Informatique :	Bonne connaissance des outils informatiques (Word, Excel, PowerPoint, Email sous environnement Microsoft)
- Sociologue avec expérience avec les OSCs	
Education:	Master et plus en sociologie, spécialité en sciences appliqués au développement social, sciences politiques ou spécialité Développement/organisation sociale ou équivalent
Expérience:	<p>Au moins 5 années d'expérience dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience récente dans la recherche, l'analyse, l'évaluation et l'élaboration de politique et stratégie des politiques sociales et solidaires ; - Expertise technique et pratique dans l'élaboration de stratégie et plan d'action en matière de développement local, communautaire et d'appui aux organisations de la société civile ; - Expérience de travail avec le milieu associatif dans les régions sur les questions de développement social et solidaire, les coopératives, les associations, les mutuelles, etc. ; - La participation à des séminaires nationaux et internationaux sur le rôle des organisations de la société civile sur le développement de liens de solidarité, de travail d'entraide entre groupes socio-économiques, de promotion des coopératives de services, etc. est un atout. - Maîtrise des techniques de recherche et d'enquêtes dans le cadre d'autres projets de développement de référence en Tunisie ou ailleurs sur les questions des thématique de l'Economie Sociale et Solidaire, les coopératives et les mutuelles ;
Connaissance linguistique :	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise parfaite de l'arabe et le français - Bonne connaissance de l'anglais
Informatique :	Bonne connaissance des outils informatiques (Word, Excel, PowerPoint, Email sous environnement Microsoft)

VIII. Lieu de travail

La mission se déroulera à Tunis avec éventuellement des missions de terrain et une possibilité de travailler à partir de la maison. Ces modalités seront précisées dans la proposition méthodologique à soumettre au PNUD. chaque consultant proposera une note méthodologique comprenant la compréhension des TDR, et la présentation de l'approche méthodologique et l'organisation de la mission envisagée. La note méthodologique proposée sera validée lors de la première réunion avec le Comité de Pilotage comprenant le PNUD et le MDICI.

IX. Proposition financière et modalités de paiement

Chaque consultant expert devra faire parvenir une offre financière incluant tous ses frais tout compris (le taux journalier d'honoraires et les frais liés à ses déplacements). Il devra veiller à ce que tous les frais inclus soient bien détaillés

Le paiement sera effectué selon l'échéancier suivant :

Produits attendus	Durée de réalisation	% paiement	Validation
Livrable 1 : Une note méthodologique présentant l'approche préconisée pour la réalisation de l'état des lieux et l'élaboration d'une stratégie de développement de l'ESS, accompagnée par un plan de mise en œuvre ;	3 jours	0	Après acceptation du livrable par MDICI et le PNUD
Livrable 2 : Rapport provisoire analytique d'une quarantaine de pages traitant les principaux points des TDRs	1 mois	40	Après acceptation du livrable par MDICI et le PNUD
Livrable 3 : Rapport final après prise en compte des commentaires des ministères techniques et certaines OSCs ainsi que des résultats de l'atelier de validation du rapport provisoire	10 jours	60	Après acceptation du livrable par MDICI et le PNUD

X. Présentation de l'offre et critères d'évaluation

Le consultant devra faire parvenir les éléments suivants :

- Une proposition de méthodologie relative à la mise en œuvre de la mission : approche pour la réalisation de l'état des lieux et stratégie et plan de mise en œuvre de l'ESS ;
- Curriculum Vitae incluant les coordonnées des contacts (noms adresses email et numéros de téléphone) d'au moins trois références ;
- Offre financière telle que définie ci-dessus.

Les critères de sélection permettant d'évaluer l'offre seront les suivants :

La méthode d'évaluation combinée sera utilisée

Le contrat sera attribué au consultant individuel ayant présenté l'offre évaluée comme étant;

- Qualifiée/conforme/acceptable, et
- ayant reçu le score combiné le plus élevé selon les poids prédéfinis des notes technique et financière

"Qualifiée/conforme/acceptable" peut être défini comme ayant rempli toutes les conditions requises par les termes de références.

Critères spécifiques de sélection:

* Poids des critères techniques: 70%

* Poids du critère financier: 30%

Seules les candidatures ayant obtenu un score d'au minimum 70 points lors de l'évaluation techniques seront considérées pour l'évaluation financière.

XI. Grilles d'évaluation

- Grille d'évaluation de l'Expert en économie du développement, spécialiste en ESS		
Critères	Poids	Point maxi
Techniques	70%	100 points
<p>Critère A :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Minimum Master dans les domaines cités Master.....7 points Doctorat.....10 points - Au moins 5 années d'expérience dans la Recherche, l'analyse, l'évaluation et l'élaboration de politique et stratégie d'Economie Sociale et Solidaire ; Entre 5 et 8 ans.....5 points Plus que 8 ans.....10 points. - Au moins 3 références dans l'élaboration de stratégie et plan d'action en matière d'Economie Sociale et Solidaire en Tunisie ou dans d'autres pays ; Entre 3 et 5 références.....5 points Plus que 5 références.....10 points. - Au moins 5 ans d'Expérience de travail avec le milieu associatif dans les régions ; Entre 5 et 8 ans.....5 points Plus que 8 ans.....10 points. - Au moins 5 ans d'Expérience pratique en matière de coordination et de finalisation d'études portant sur les questions de développement local et associatif ; Entre 5 et 8 ans.....5 points Plus que 8 ans.....10 points. - Au moins 3 références d'études similaires Entre 3 et 5 références.....5 points Plus que 5 références.....10 points. - Au moins 3 Participations à des séminaires nationaux et internationaux sur les thèmes d'Economie Sociale et Solidaire, le développement local, les coopératives, les mutuelles de solidarité, etc Entre 3 et 5 références.....5 points Plus que 5 références.....10 points. 		70 pts
<p>Critère B :</p> <p>Méthodologie, son adéquation aux conditions et au calendrier du plan d'exécution</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les aspects importants de la tâche à accomplir ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?.....10 points • Le contenu de la tâche à accomplir est-il bien défini et correspond-il aux TOR ? 10 points • La présentation est-elle claire et le déroulement des activités et la planification sont-ils logiques, réalistes et garantissent-ils une réalisation efficace du projet ? 10points 		30
Financier	30%	100 points
Score Total (Score Technique *0.7 + Score Financier * 0.3)		

- Grille d'évaluation du Sociologue avec expérience avec les OSCs		
Critères	Poids	Point maxi
Techniques	70%	100 points
<p>Critère A :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Minimum Master dans les domaines cités Master.....7 points Doctorat.....10 points - Au moins 5 années d'expérience dans la Recherche, l'analyse, l'évaluation et l'élaboration de politique et stratégie d'Economie Sociale et Solidaire ; Entre 5 et 8 ans.....7 points Plus que 8 ans.....12 points. - Au moins 3 références dans l'élaboration de stratégie et plan d'action en matière de développement local, communautaire et d'appui aux organisations de la société civile ; Entre 3 et 5 références.....7 points Plus que 5 références.....12 points. - Au moins 5 ans d'Expérience de travail avec le milieu associatif dans les régions sur les questions de développement social et solidaire, les coopératives, les associations, les mutuelles, etc. ; Entre 5 et 8 ans.....7 points Plus que 8 ans.....12 points. - Au moins 3 références de recherche et d'enquêtes dans le cadre d'autres projets de développement de référence en Tunisie ou ailleurs sur les questions des thématique de l'Economie Sociale et Solidaire, les coopératives et les mutuelles ; Entre 3 et 5 références.....7 points Plus que 5 références.....12 points. - Au moins 3 Participations à des séminaires nationaux et internationaux sur le rôle des organisations de la société civile sur le développement de liens de solidarité, de travail d'entraide entre groupes socio-économiques, de promotion des coopératives de services, etc. Entre 3 et 5 références.....7 points Plus que 5 références.....12 points. 		70 pts
<p>Critère B :</p> <p>Méthodologie, son adéquation aux conditions et au calendrier du plan d'exécution</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les aspects importants de la tâche à accomplir ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?.....10 points • Le contenu de la tâche à accomplir est-il bien défini et correspond-il aux TOR ? 10 points • La présentation est-elle claire et le déroulement des activités et la planification sont-ils logiques, réalistes et garantissent-ils une réalisation efficace du projet ?10points 		30
Financier	30%	100 points
Score Total (Score Technique *0.7 + Score Financier * 0.3)		

Après vérification de l'adéquation entre les propositions financière et technique, chaque offre financière (F) recevra une note financière (NF) calculée par comparaison avec la proposition financière la moins disant (Fm) de la manière suivante : $NF = 100 \times Fm / F$ (F étant le prix de la proposition financière).

Pour finir, les propositions seront ensuite classées en fonction de la note totale pondérée : $Note Globale = 0,7XNt + 0,3XNf$.

L'Offre sera adjudgée à l'égard de la soumission ayant obtenu la note totale pondérée la plus élevée tout en tenant compte des principes généraux du PNUD (coût et efficacité). Le PNUD ne s'engage en aucun cas à choisir forcément le Consultant offrant le plus bas prix.

XII. Approbation des TdR

Nom et titre : Selomey Yamadjako, Représentante Résidente Adjointe